

**AP n° 2020-APC-161-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
modificatif relatif au**

**Parc Éolien des Noues à Blacy**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation unique d'exploiter le parc éolien des Noues à Blacy, n° 2019-AU-39-IC du 22 mars 2019 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-APC-98-IC du 11 août 2020 ;**

**Vu le porter à connaissance de modification de la société SEPE des Noues en date du 14 septembre 2020 adressé à M. le Préfet de la Marne et enregistré le 16 septembre 2020 ;**

**Vu le rapport du 28 septembre 2020 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur.**

**Considérant que l'exploitant a porté à la connaissance à M. le Préfet de la Marne la modification envisagée sur son parc éolien, qui consiste à l'ajout d'un poste de livraison au pied de l'éolienne numéro « BL01 » ;**

**Considérant que cette modification n'est pas de nature à modifier les études d'impact et de dangers du dossier initial de demande d'autorisation ;**

**Considérant que la modification est jugée notable mais non substantielle ;**

**Considérant qu'il convient d'actualiser certains articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2019-AU-39-IC du 22 mars 2019 afin de reprendre les éléments du dossier de porter à connaissance.**

**Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires.**

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

L'arrêté préfectoral n° 2019-AU-39-IC du 22 mars 2019 délivré à la société SEPE des Noues, dont le siège social est situé à Schiltigheim (67300) – 1 rue de Berne, est modifié selon les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2** :

Le tableau listant les communes, parcelles et lieux-dits des installations concernées et figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2019-AU-39-IC du 22 mars 2019 est remplacé par le tableau suivant :

| Installation       | Coordonnées Lambert 93 |              | Commune | Altitude en bout de pôle (mNGF) | Lieu-dit     |
|--------------------|------------------------|--------------|---------|---------------------------------|--------------|
|                    | X                      | Y            |         |                                 |              |
| BL-01              | 806 487,04             | 6 846 301,26 | Blacy   | 322,00                          | La Tome      |
| BL-02              | 807 057,27             | 6 846 634,80 | Blacy   | 316,70                          | Les Putois   |
| BL-03              | 807 360,38             | 6 846 965,52 | Blacy   | 317,85                          | Noue Adnet   |
| BL-04              | 807 745,35             | 6 847 258,87 | Blacy   | 304,10                          | Noue Adnet   |
| BL-05              | 808 336,73             | 6 847 585,56 | Blacy   | 310,50                          | L'Homme Tué  |
| BL-06              | 808 825,11             | 6 847 796,31 | Blacy   | 311,30                          | L'Homme Tué  |
| BL-07              | 809 520,27             | 6 848 348,62 | Blacy   | 317,05                          | Les Parquets |
| Poste de livraison | 807 769,28             | 6 847 226,04 | Blacy   |                                 | Noue Adnet   |
| Poste de livraison | 806 473,00             | 6 846 340,00 | Blacy   |                                 | La Tome      |

### **Article 3** :

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'agence régionale de santé (ARS), au service départemental d'incendie et de secours et à la direction territoriale de l'agence de l'eau.

Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Chatelraould-Saint-Louvent, Coole, Courdemanges, Drouilly, Faux-Vésigneul, Glannes, Huiron, Humbauville, Le-Meix-Tiercelin, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Pringy, Songy et Sompuis, en donneront chacun communication à leur conseil municipal. Une notification sera faite à la société SEPE des Noues, sise 1 rue de Berne – Espace Européen de l'Entreprise – 67300 Schiltigheim.

Madame la Maire de Blacy, procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Un avis sera diffusé dans un journal du département de la Marne par les soins de la Direction départementale des territoires, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à disposition, soit en mairie de Blacy, soit à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Le même avis sera publié au recueil des actes administratifs.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le

**30 OCT. 2020**

**Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire général**



**Denis GAUDIN**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant la Cour Administrative d'Appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS50015 – 54035 NANCY Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1°) et 2°).

